M. Reid (Kenora-Rainy River): Oui, monsieur le Président. Quand nous avons examiné ce qui se passe au Parlement britannique, nous avons constaté que les «select committees» en Grande-Bretagne, qui sont l'équivalent de nos comités permanents, comptent chacun de neuf à 11 députés choisis parmi les quelque 635 députés siégeant à la Chambre. Si je me rappelle bien, il y avait 14 de ces comités. Il y en a également d'un genre différent, les comités législatifs, dont la composition fait l'objet de négociations pour presque chaque projet de loi. Par conséquent, si l'on compare les dix membres de nos comités aux dix des leurs—sans compter que nous avons deux fois plus de comités à Ottawa qu'à Londres—on se rend compte que les députés d'ici ont bien plus de possibilités qu'au Royaume-Uni de participer aux débats à cette étape.

Quant à l'augmentation prévue du nombre de députés à la Chambre et aux autres changements mentionnés par le député, nous avons pensé à deux moyens d'en tenir compte. D'abord, nous avons essayé de prévoir un minimum et un maximum de membres, au lieu d'un nombre fixe, afin de tenir compte de l'augmentation du nombre des députés à la Chambre. Ensuite, et c'est beaucoup plus important, nous avons également décidé de charger le comité permanent de la procédure et de l'organisation d'une révision constante du Règlement. Dès que la Chambre se réunit pour la première fois après des élections ou à toute autre occasion, le Règlement est automatiquement renvoyé à ce comité pour étude. Nous avons tâché de mettre en place un mécanisme qui permette une révision permanente du Règlement de sorte que le comité puisse remédier aussi rapidement que possible aux problèmes à mesure qu'ils se présentent.

• (1510)

C'est pourquoi je réponds par l'affirmative à la question du député; nous avons effectivement tenu compte de l'augmentation du nombre global des députés. Nous avons tâché d'assurer un moyen de faire examiner ces problèmes par un comité parlementaire et nous avons effectivement tenu compte des problèmes qu'il a évoqués.

M. Nowlan: Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Kenora-Rainy River (M. Reid) de nous avoir fait un exposé très intéressant de l'historique de la proposition à l'étude, qui concerne la composition des comités. Je sais qu'il n'a pas cessé de porter un intérêt constant à la procédure et à la réforme parlementaires depuis l'époque où nous faisons tous deux partie du dernier comité de la procédure qui ait vraiment eu sa raison d'être il y a quelques années sous la présidence du leader parlementaire de l'époque, un certain Mitchell Sharp, lequel comité a commencé par se rendre en Angleterre il y a quelque temps.

Je ne suis ni fasciné ni séduit par ce qui se fait en Grande-Bretagne. Bien franchement notre passé et tout le métabolisme de notre pays diffèrent fondamentalement de celui du modèle des Parlements. Bien qu'on nous ait cité d'excellents résultats, n'allons pas croire que les méthodes suivies en Angleterre régleront tous nos problèmes. Je sais que le député ne voulait pas nous le faire croire, mais je lui poserai la question suivante: étant donné toutes les bonnes choses qu'il a dites, ses considérations sur la composition des comités et la surprise de constater que toutes ces propositions étaient dans l'ensemble acceptables en bloc pour le gouvernement aussi bien que l'opposition,

Rapport du comité de sélection

et étant donné le changement dont nous discutons aujourd'hui, le député ne trouve-t-il pas, compte tenu de son intérêt pour la réforme parlementaire et la poursuite de la réforme parlementaire, qu'en nous divisant aussi profondément sur une question aussi anodine et simple que la composition des comités répartie entre six, trois et un membres ou six, quatre et un membres, nous compromettons toute réforme parlementaire ultérieure? Le député le sait, les comités devaient se composer de dix à 15 membres.

L'opposition aura certainement tendance à examiner beaucoup plus attentivement les rapports du comité spécial du Règlement et de la procédure à l'avenir parce que de l'avis des députés de ce côté-ci de la Chambre le projet de réforme parlementaire qui a maintenant été adopté pour cette année renfermait bien des améliorations et la question de la composition des comités avait une importance relativement secondaire puisque, de façon générale, les comités continueraient à compter de 10 à 15 membres. On a estimé qu'il ne valait pas la peine de se disputer pour savoir si les comités devaient compter six, trois et un membre des divers partis ou plutôt six, quatre et un représentant des trois partis parce que cela risquait d'enrayer les progrès de la réforme supplémentaire.

M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, je pense que le député a touché le fond du problème car c'est selon moi, la réforme la plus importante de toutes. En réalité, la nouvelle formule permettra aux comités eux-mêmes de décider de leur travail, de leur programme, de leur composition . . .

M. Baker (Nepean-Carleton): De leurs sujets d'étude.

M. Reid (Kenora-Rainy River): . . . et de leurs sujets d'étude jusqu'ici la prérogative des dirigeants des partis ou la Chambre des communes.

C'est une réforme fondamentale. C'est aussi très difficile à accepter et nous sommes tous dans le même cas. Je conviens avec le député qu'il semble ridicule de passer toute une journée à discuter pour savoir si l'on doit ajouter un membre à chaque comité, mais en réalité, cette question est très importante pour bien des gens parce qu'elle revêt un aspect symbolique pour les nombreux députés qui sont vaguement mécontents de la réforme en général.

A mon avis, nous ne devons pas nous faire d'illusions sur l'objet de la discussion aujourd'hui. Nous ne discutons pas vraiment de la possibilité d'ajouter un membre à chaque comité, mais de toutes sortes de choses inquiétantes pour bon nombre d'entre nous qui se demandent comment la réforme influera sur leur carrière politique et leur travail de parlementaire à Ottawa. C'est l'objet du débat aujourd'hui et il est normal, à mon sens, que nous y consacrons une journée.

Voici ce que je répondrai en quelques mots au député: non, je ne crois pas que cette divergence d'opinions soit fatale. Je pense au contraire qu'un débat sur cette question est très salubre et je regrette simplement qu'il ait fallu amener en douce le débat sur la réforme à la Chambre, comme nous l'avons fait.

M. Nowlan: Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire.